Monsieur Marc Guez, Directeur général de la SCPP

À Paris, mardi 20 mai 2025

Monsieur le Directeur général,

Nous avons appris récemment que la SCPP exigeait, pour toute demande d'aide à la création, l'application du dernier accord sur les salaires négocié dans l'édition phonographique et applicable au 1er mars 2025.

À ce jour et jusqu'à son extension par le ministère du Travail, cet accord sur les salaires signé uniquement, pour le volet patronal, par le SNEP n'engage pourtant que ses adhérents, conformément à l'article L2261-15 du Code du travail. Comme vous le savez, le délai prévu par le Ministère est tout sauf « cosmétique » puisqu'il permet notamment de vérifier que les conditions de l'extension sont bien réunies.

Aussi, nous regrettons vivement votre décision qui, sous prétexte d'une difficulté technique, fait fi des dispositions légales et des difficultés économiques des labels indépendants, difficultés qui ont amené le SMA et l'UPFI à ne pas signer ce nouvel accord sur les salaires.

Il ne nous aura pas échappé en outre qu'aucune disposition dans les textes de la SCPP (statuts, règlement intérieur, règles d'attribution des aides) ne justifiait une telle décision.

À l'avenir, et puisque que la SCPP n'est pas en « capacité technique de gérer différemment les deux situations », nous demandons que ce soit la date d'extension des accords sur les salaires qui soit prise en compte, comme le font d'autres OGC et établissements publics.

Bien cordialement,

Félin, Scène Ensemble, SMA, UPFI